



POURQUOI CETTE CAMPAGNE ?

Nord-Sud associant un système de préférences commerciales (accès libre pour la majorité des produits ACP sur le marché européen) à une importante aide au développement.

En 2000, l'Union européenne a décidé de revoir sa politique de coopération avec ces pays et de négocier des accords de libre-échange, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2008 : ce sont les Accords de partenariat économique (APE), justifiés par la nécessaire mise en conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les impacts potentiels de tels accords s'annoncent dramatiques pour les pays ACP. La mise en concurrence d'économies aussi inégales se fera forcément au détriment des plus pauvres. Ainsi, dans le secteur agricole, la concurrence

des produits européens appauvrira-t-elle de nombreux paysans du Sud. La libéralisation des services ou de l'investissement menacera les emplois et risque d'hypothéquer le développement de ces pays.

Le rapport de force entre les deux zones et le rythme accéléré des négociations peuvent entraîner pour les pays de la zone ACP des conséquences négatives sur le plan économique et social, mais aussi remettre en cause leur capacité à choisir leurs propres stratégies de développement.

Les négociations des APE, qui ont démarré en 2002, doivent aboutir au 31 décembre 2007. L'évaluation de ces négociations, prévue à l'automne 2006, est un moment crucial pour faire pression. Les sociétés civiles, du Sud comme du Nord, entendent se mobiliser pour réorienter, tant qu'il en est encore temps, la direction des discussions, et faire de ces accords de véritables outils au service du développement.

Depuis la décolonisation, l'Union européenne (UE) et les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) entretiennent des relations étroites destinées à promouvoir le développement de ces 77 pays du Sud. Les diverses conventions signées entre les deux régions ont représenté un nouveau mode de partenariat

1. De la première convention de Lomé en 1975 à l'accord de Cotonou en 2000.

OBJECTIFS DE LA CAMPAGNE

Cette campagne demande que les Accords de partenariat économique soient véritablement mis au service du développement. Les négociations en cours doivent pour cela s'appuyer sur les besoins et priorités des pays ACP.

DEMANDES A LA MINISTRE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

A cette fin, nous demandons à la ministre française du Commerce extérieur :

- de garantir aux pays ACP la flexibilité suffisante pour protéger les secteurs essentiels à leur développement actuel et futur ;
- d'accorder plus de temps aux négociations et à la mise en œuvre des accords ;
- de veiller à la consultation effective de la société civile et à la validation des accords par les parlementaires de l'Union européenne et des pays ACP.

SOUTIEN A LA CAD MALI

Et nous adressons à la Coalition pour des alternatives africaines dette et développement au Mali (CAD Mali) notre soutien, en appuyant ses demandes auprès des négociateurs des pays ACP pour :

- que le découpage des pays ACP en régions renforce les processus d'intégration en cours ;
- qu'un temps suffisant soit accordé aux négociations pour permettre à la société civile de réagir de manière constructive ;
- que la question des lourdes pertes de recettes douanières soit effectivement traitée ;
- que des mécanismes soient mis en place pour protéger les marchés des pays ACP en respectant le principe de souveraineté alimentaire.



MODE D'EMPLOI

1. Signez et faites signer les cartes postales par votre entourage et envoyez-les à la ministre du Commerce extérieur et à la Coalition pour des alternatives africaines dette et développement au Mali (attention : affranchissement 0,75 €).
2. Retournez le bulletin de participation à Oxfam France - Agir ici afin que nous puissions évaluer le nombre des participants à cette campagne et vous informer de ses résultats.

3. Commandez des documents de campagne et diffusez-les autour de vous.

AJOUTEZ VOTRE VOIX A CELLES DE MILLIERS D'AUTRES CITOYENS ICI ET LA-BAS ET AIDEZ-NOUS A FAIRE PRESSION EFFICACEMENT SUR LES DECIDEURS LORS DE NOS PROCHAINES RENCONTRES !

SOMMAIRE

- Pourquoi cette campagne ? 2
- Des accords aux bénéfices hypothétiques 4
- Une construction régionale à encourager 5
- La société civile mobilisée au Sud 6